

# CONVENTION DE SOUTIEN FINANCIER ET AVANTAGES EN NATURE ANNEE 2025

## CENTRE D'ENSEIGNEMENT DES MUSIQUES ACTUELLES (CEMA)

Entre les soussignés

### **La Commune d'Aubenas**

représentée par Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire de la commune d'Aubenas dûment habilité par délibération n° du Conseil Municipal du **13 mars 2025**.

*ci-après désignée **La Commune***

Et,

**L'association « Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles » (CEMA)** dont le siège social est situé à : 55 Boulevard Jean Mathon – 07200 AUBENAS

N° de Siret : 348 790 841 00020

Représenté par Madame Thérèse D'ABRIGEON, domicilié à 26 rue Georges Couderc – 07200 AUBENAS ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de sa qualité de Présidente.

*ci-après désignée **L'Association***

### **Préambule**

Le Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles, association loi 1901, dispense un enseignement musical, vocal et instrumental, et met en place des activités culturelles dans le cadre des disciplines enseignées ou en liaison avec la musique : auditions, concerts.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités des différentes aides apportées par La Commune d'Aubenas au CEMA, contribuant ainsi à la mise en œuvre de son projet culturel, artistique et éducatif qu'elle a élaboré, et ce, sous réserve de l'inscription des crédits au budget de La Commune.

## **I – AIDES FINANCIERES ET DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **I.1 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

La Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, oblige les collectivités publiques allouant des subventions annuelles supérieures à 23 000 €, à conclure une convention avec la personne privée qui en bénéficie.

#### **Article 1 – Modalités et conditions de la demande de subvention**

A la mi-janvier de chaque d'année, l'Association retire auprès du service culturel de la commune un dossier de demande de subvention.

Celui-ci devra être retourné accompagné :

- des comptes annuels du dernier exercice clos, certifiés conformes dans les conditions prévues par la réglementation, avec un récapitulatif détaillé des aides non financières,
- du rapport d'activités au titre de l'exercice clos,
- du budget prévisionnel

#### **Article 2 – Dispositions financières**

S'il est constaté une inadéquation manifeste entre les moyens financiers alloués et l'action réalisée, l'évaluation par la Commune pourra donner lieu à un ordre de reversement des sommes perçues à la Commune.

L'Association se doit d'informer La Commune de tout nouveau projet qui pourrait être financé à l'aide des fonds communaux n'ayant pas été exposés à l'appui de la demande de subvention annuelle.

L'Association s'engage à rechercher un autofinancement maximal notamment auprès des communes où sont domiciliés les élèves.

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250407-DEL2025-064-DE  
Date de télétransmission : 10/04/2025  
Date de réception préfecture : 10/04/2025

**Pour l'année 2025**, le montant de la subvention proposé par la Commission Culturelle et voté par le Conseil Municipal, s'élève à **31 260 €**.

Le versement s'effectuera au plus tard 3 mois après la signature de la présente convention par les deux parties.

### **Article 3 – Contrôle la subvention attribuée**

L'Association s'engage conformément à la réglementation en vigueur, à accorder toutes les facilités à La Commune, pour le contrôle de la réalisation de la présente convention, et notamment par l'accès à tous documents administratifs, pédagogiques, comptables et financiers utiles à cette fin.

### **Article 4 - Mode de calcul de la subvention**

Afin d'assurer un égal traitement entre les 2 écoles de musique d'Aubenas (Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas et le Centre d'Enseignement Musical d'Aubenas CEMA), la Commission Culturelle fixera un montant à allouer par élève.

Le montant versé pour les élèves albenassiens sera plus important, La Commune assumant de favoriser l'accès aux pratiques musicales à sa population.

### **Justificatifs à fournir**

L'effectif pris en compte sera celui arrêté au 31 décembre de l'année N-1 (soit pour **2025 au 31 décembre 2024**).

Avant le 5 janvier de l'année N, L'Association devra fournir :

- la liste de la totalité des élèves faisant apparaître : les nom, prénom, adresse, âge, la pratique musicale

Dans l'hypothèse où ce délai ne serait pas respecté un abattement 10 % sur le montant de la subvention sera appliqué.

Pour les élèves albenassiens, le CEMA se doit de conserver la copie d'un des justificatifs suivants : avis d'imposition (ou de non-imposition), ou avis de taxe foncière pour les particuliers ou gérants de société avec l'extrait Kbis, ou carte d'identité ou passeport. Aucun autre justificatif ne sera pris en compte.

Les élèves n'ayant pas de justificatifs au 5 janvier ne seront pas comptabilisés, il n'y aura pas de report du délai de production du document.

## **I.2 - AIDE A LA PRATIQUE INSTRUMENTALE (A.P.I.)**

La Commune d'Aubenas mène une politique active de développement culturel dans un certain nombre de domaines, notamment au travers de :

- la diffusion des œuvres artistiques / programmation,
- la pratique artistique / éducation et animation.

S'ajoute à cela sa volonté de donner à chacun la possibilité d'accéder à l'enseignement instrumental en s'orientant vers une politique d'accompagnement des jeunes albenassiens à l'apprentissage de la musique.

### **Article 1. Missions et objectifs**

La Commune s'engage pour la durée de la présente convention à mettre en place un système d'aide financière afin de permettre aux jeunes d'accéder plus facilement à la pratique instrumentale.

### **Article 2. Dispositions générales**

#### **2.1 : Les destinataires de l'aide :**

- les jeunes jusqu'à 20 ans
- être inscrit à l'une des 2 écoles albenassiens CEMA ou NEMA
- suivre un enseignement instrumental au sein de l'une d'entre elles
- être domicilié sur Aubenas. Justificatif demandé : avis d'imposition (ou de non-imposition), ou avis de taxe foncière pour les particuliers ou gérants de société avec l'extrait Kbis, ou carte d'identité ou passeport. Aucun autre justificatif ne sera pris en compte.

#### **2.2: Montant de l'aide**

Chaque élève éligible, dont le montant annuel des cours est de **300 € minimum**, bénéficiera d'une aide de **100€ (cent euros)** pour une année scolaire complète d'enseignement.

Cette aide sera attribuée au trimestre : 30 € pour les 2 premiers ; 40 euros pour le dernier trimestre.

007-210700191-20250407-DEL2025-064-DE  
Date de télétransmission : 10/04/2025  
Date de réception préfecture : 10/04/2025

## 2.3 – Procédure

- 1) Entre le 10 septembre et le 15 décembre de chaque année, le service culturel mettra un agent à disposition et fixera un calendrier afin que les familles concernées puissent venir retirer les bons correspondants à l'aide.
- 2) Ils devront présenter :
  - une attestation d'inscription auprès d'une des Ecoles
  - un des justificatifs de domicile demandé
  - ainsi que pour certains cas le livret de famille (ex : nom différent du justificatif)
- 3) L'agent leur remettra l'ensemble des bons pour l'année. En cas de perte aucun duplicata ne sera délivré.
- 4) A chaque paiement de trimestre, l'élève remettra à l'Ecole de Musique le bon trimestriel correspondant, sur foi de quoi l'Ecole procédera, sur la facture à payer, à la déduction de la valeur du bon.
- 5) Chaque fin de trimestre, l'Ecole adressera au Service Culturel la totalité des bons qu'elle a en sa possession accompagnés de la facture correspondante, pour remboursement des déductions faites.
- 6) Pour que les bons de l'A.P.I. soient remboursés à l'Ecole, celle-ci devra veiller à ce que :
  - le nom corresponde à l'élève qui le présente
  - la date de validité soit respectée
  - qu'il n'y ait pas de rature
  - que la marque anti-copie soit bien visible / ou la « Marianne » présente (non encore déterminé)

## **II – ESTIMATION DES AIDES CONSENTIES PAR LA COMMUNE**

Pour son concert de fin d'année le CEMA dispose à titre gratuit de la salle de spectacle et de la salle de musique. La date est à déterminer en fonction du planning du Centre Le Bournot.

Les locaux sont mis à disposition à titre gratuit cependant, cette mise à disposition est un avantage en nature et sont valorisés selon la grille tarifaire du Centre Le Bournot.

**Pour 2025** la Commune d'Aubenas s'engage à apporter un soutien financier d'environ **31 635 €**, réparti de la manière suivante :

- 31 260 € de subvention de fonctionnement
  - 10 500 € de socle sans distinction entre les élèves albenassiens et non albenassiens
  - 170 € par élèves albenassiens
  - 50 € par élèves non-albenassiens

Chaque année, le montant alloué par élève peut être réévalué à la hausse ou à la baisse selon le montant de l'enveloppe budgétaire voté.

Valorisation des avantages en nature :

- 210 € pour la salle de spectacles (3 créneaux X 70€)
- 165 € pour la salle de musique (3 créneaux X 55 €)

Bien que l'Aide à la Pratique Instrumentale (A.P.I.) ne constitue pas une aide directe aux Ecoles de Musique albenassiennes, cela reste une charge pour La Commune et son service culturel, et constitue une aide supplémentaire allouée à l'enseignement musical.

*Aides aux élèves albenassiens pratiquant un instrument*

- 100 € par an (estimatif pour 2025 : environ **35 élèves**)

## **III – AUTRES DISPOSITIONS**

### **Article 1 – Durée de la convention**

La présente convention est consentie et acceptée au titre de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'inscription des crédits au budget correspondant.

Elle prend effet à compter de sa notification et sera valide **pour l'année 2025**

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250407-DEL2025-064-DE  
Date de télétransmission : 10/04/2025  
Date de réception préfecture : 10/04/2025

## **Article 2 - Renouvellement de la convention**

Au plus tard trois mois avant l'expiration de la présente convention, les parties devront se faire connaître mutuellement leurs intentions en ce qui concerne le renouvellement ou l'arrêt de ladite convention.

## **Article 3 - Contrôle**

L'association s'engage à faciliter le contrôle par La Commune, de la réalisation des activités et l'accès aux documents administratifs et comptables.

## **Article 4 – Assurances**

Les risques courus par L'Association du fait de son activité et de l'utilisation des locaux seront convenablement assurés par lui (assurance du locataire).

Le CEMA déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité pour les accidents corporels et matériels pouvant survenir à lui-même comme aux tiers.

La Ville est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés aux activités et pouvant intervenir pendant l'utilisation des locaux, ainsi que pour les dommages subis aux biens entreposés par les utilisateurs.

Elle ne saurait être tenue responsable des vols commis dans les locaux mis à disposition.

## **Article 5 – Publicité et communication**

L'Association s'engage à faire figurer le logo de la Commune sur tous supports de communication ayant trait à son projet ou son activité.

Concernant l'aide accordée au travers des chèques musique aux contribuables albenassiens, mention en sera faite sur ces mêmes supports, ainsi que sur le site internet de L'Association.

## **Article 6 – Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée, un avenant réglera les conditions financières. La Commune étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles l'association s'était engagée n'étaient pas exécutées en totalité. Tout changement de projet ou toute modification du projet initial, sans demande préalable à La Commune pourra entraîner également l'annulation de la subvention, objet de ce partenariat.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où L'Association ferait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

## **Article 7 – Litiges et Contentieux**

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut d'accord à l'amiable, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Aubenas,  
en 2 exemplaires originaux

*Pour la Commune,*  
Le Maire  
Jean-Yves MEYER

*Pour l'Association*  
La Présidente  
Thérèse D'ABRIGEON